



**MINISTÈRE
DE LA JUSTICE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction de
l'Administration Pénitentiaire**

DIRECTION INTERREGIONALE DES SERVICES PENITENTIAIRES GRAND-CENTRE

DEPARTEMENT DES AFFAIRES IMMOBILIERES

72 A RUE D'AUXONNE

B.P. 13331

21033 DIJON CEDEX

Tél. : 03.80.72.50.00

Fax : 03.80.67.20.55

PROGRAMME

Centre Pénitentiaire de VARENNES-LE-GRAND

BP 70013 Sennecey-le-Grand

71326 CHALON-SUR-SAONE CEDEX

Tél : 03 85 44 16 44

Fax : 03 85 44 16 41

**Marché de maîtrise d'œuvre
Réhabilitation du système de collecte et de la station d'épuration**

OBJECTIFS :

**Respect de la réglementation
Amélioration des conditions de travail**

SOMMAIRE

1.	OBJET ET FORME DU MARCHÉ, REMUNERATION ET QUALIFICATION DU TITULAIRE	3
1.1	Objet du marché	3
1.2	Nature, Forme du marché et rémunération	3
1.3	Qualifications et moyens du titulaire	3
2	LA DISP DE DIJON, L'ETABLISSEMENT DE VARENNES-LE-GRAND	3
2.1	Direction Interrégionale des Services Pénitentiaires de Dijon.....	3
2.2	Localisation des établissements, des services et de l'opération	4
2.3	Le Centre Pénitentiaire de Varennes-le-Grand.....	4
3	CONTRAINTES, OBJECTIFS ET PROGRAMME	5
3.1	Objectifs et contrainte.....	5
3.1.1	Objectifs de l'opération.....	5
3.1.2	Objectifs de conception	5
3.2	Contraintes et obligations	6
3.3	Contraintes de sûreté pénitentiaire, de sécurité sanitaire et de préservation du bon fonctionnement de l'établissement.....	6
3.4	Programme	6
4	MISSIONS, OBLIGATIONS	7
4.1	Les missions	7
4.2	Les obligations	7
5	LIVRABLES	7
5.1	APS	7
5.2	APD.....	8
5.3	Projet.....	8
5.4	ACT	9
5.5	EXE Partielle	9
5.6	VISA Partielle	11
5.7	DET	12
5.8	AOR.....	13
6	DELAIS	14

1. OBJET ET FORME DU MARCHE, REMUNERATION ET QUALIFICATION DU TITULAIRE

1.1 Objet du marché

La Direction interrégionale des services pénitentiaires de Dijon souhaite engager des travaux pour la réhabilitation du système de collecte et de la station d'épuration du Centre Pénitentiaire de Varennes-Le-Grand.

1.2 Nature, Forme du marché et rémunération

Le marché décrit est un marché de prestations intellectuelles consistant en une mission de maîtrise d'œuvre. Il s'agit d'un marché unique.

Le prix des prestations est un prix forfaitaire, provisoire, établi à partir de l'enveloppe financière définie par le maître d'ouvrage.

En l'occurrence, au vu des études de faisabilité et de diagnostic réalisées, la maîtrise d'ouvrage a estimé le montant prévisionnel des travaux à 1 970 000 € HT.

Le prix des prestations deviendra définitif, après acceptation par le maître d'ouvrage de l'APD, par ajustement des honoraires sur la base de l'estimation prévisionnelle définitive des travaux, établie à ce stade, par la maîtrise d'œuvre.

1.3 Qualifications et moyens du titulaire

L'équipe de maîtrise d'œuvre possède toutes les compétences nécessaires pour mener à bien l'ensemble de la mission, et ce, pour toute la durée des études et des travaux.

Elle dispose en son sein des spécialistes nécessaires pour les études et le suivi des travaux de réseaux et équipements sur la directive de la loi sur l'eau.

2 LA DISP DE DIJON, L'ETABLISSEMENT DE VARENNES-LE-GRAND

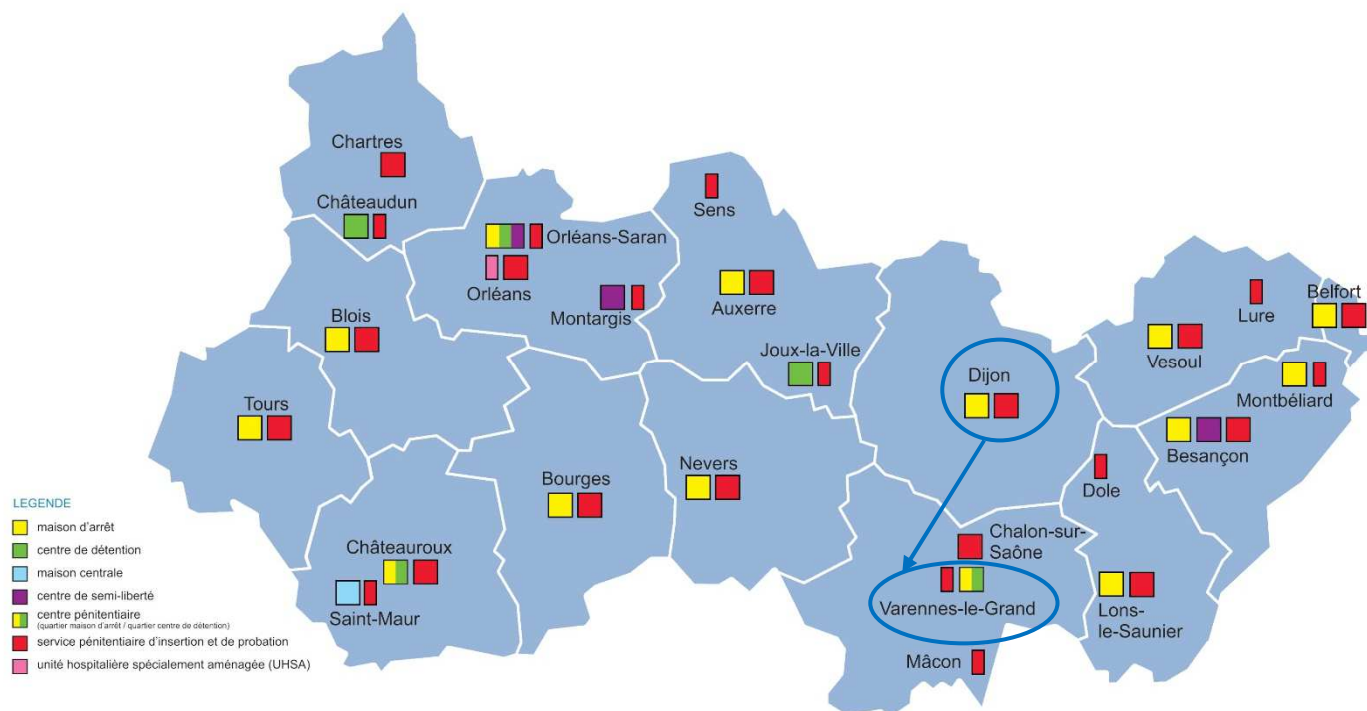
2.1 Direction Interrégionale des Services Pénitentiaires de Dijon

La Direction Interrégionale des Services Pénitentiaires (D.I.S.P. DIJON) est un service déconcentré qui mène et engage les orientations stratégiques et politiques de l'Administration Pénitentiaire à l'ensemble des Etablissements Pénitentiaires et Services Pénitentiaires d'Insertion et de Probation (SPIP) se trouvant dans les régions Bourgogne – Franche-Comté et Centre Val-de-Loire.

Le *Département des Affaire Immobilières* (DAI), au sein de la DISP, gère et entretient le parc immobilier, les équipements et établissements pénitentiaires de l'inter-région, et l'ensemble des SPIP de son ressort.

Il impulse, met en œuvre et contrôle la politique immobilière interrégionale. Il assure la maîtrise d'ouvrage d'opérations spécifiques de rénovation (réhabilitation et mise en conformité) qui lui sont confiées, et joue le rôle d'interface entre les services interrégionaux et les entreprises, les administrations et les intermédiaires externes.

2.2 Localisation des établissements, des services et de l'opération



La DISP de Dijon regroupe 19 établissements pénitentiaires sur son ressort : 11 maisons d'arrêt, 2 centres de détention, 3 centres pénitentiaires, 1 maison centrale, et 2 centres de semi-liberté.

2.3 Le Centre Pénitentiaire de Varennes-le-Grand

Le Centre Pénitentiaire de Varennes-le-Grand se situe en Bourgogne Franche-Comté, dans le département de la Saône-et-Loire.

BP 70013 Sennecey-le-Grand
71326 CHALON-SUR-SAONE CEDEX



Cet établissement a été mis en service en 1991. Il est situé à Varennes-le-Grand, ville de 3 000 habitants limitrophe de Chalon-sur-Saône.

Un centre pénitentiaire est un établissement qui comprend au moins deux quartiers à régimes de détention différents (maison d'arrêt, centre de détention et/ou maison centrale).

L'établissement fonctionne sur le mode de la « Gestion Déléguée » (G.D.), c'est-à-dire que certains services sont confiés à un prestataire extérieur, tel que la maintenance.

Sa capacité théorique d'accueil est de 385 places.

3 CONTRAINTES, OBJECTIFS ET PROGRAMME

3.1 Objectifs et contrainte

3.1.1 Objectifs de l'opération

La Direction interrégionale des services pénitentiaires de Dijon souhaite engager des travaux pour la réhabilitation du système de collecte et de la station d'épuration au Centre Pénitentiaire de Varennes-le-Grand.

L'objectif de cette opération est d'adapter les capacités de traitement de la station d'épuration de l'établissement aux charges hydrauliques et polluantes générées et de proposer des améliorations techniques permettant de fiabiliser le traitement de l'eau, le traitement des boues et de garantir le respect des niveaux de rejet.

3.1.2 Objectifs de conception

Dans sa conception le maître d'œuvre veillera à prendre **les éléments** suivants :

- des solutions techniques et une méthodologie de mise en œuvre qui garantiront, durant les travaux, la sécurité pour l'ensemble du personnel et des entreprises présentes sur site ;
- les difficultés liées à la mise en place de l'installation de chantier ;
- les différentes contraintes pénitentiaires (accès, horaire de travail, contraintes administratives, etc.).

Aux stades APS et APD, dans ses notes descriptives, le titulaire devra argumenter des mesures prises permettant l'atteinte des objectifs et partis techniques tout en intégrant les contraintes listées ci-dessous :

- dépose du matériel existant en assurant une sécurité optimale ;
- soumission des études pour avis et validation des bureaux de « contrôle » concernés (interne et externe, cf. police de l'eau) ;
- organisation des études et travaux de façon à ce qu'aucun contact avec la population carcérale ne puisse avoir lieu ;
- intégration des aléas et des contraintes liées aux conditions d'interventions dans les établissements pénitentiaires dans le coût d'objectif ;
- le respect des réglementations en vigueur (code du travail, sécurité incendie, etc.) ;

Les conditions d'accès dans les lieux de détention et les consignes de sécurité individuelle sont rappelées dans les annexes n°1 et n°1 bis qui devront obligatoirement être signées par l'ensemble des sociétés intervenant sur ce chantier et remis au maître d'ouvrage.

Les études de maîtrise d'œuvre devront être soumises à la DDT du département (police de l'eau) pour avis.

3.2 Contraintes et obligations

A ce stade de l'opération, un diagnostic et une étude de faisabilité ont été réalisés.

Pendant sa mission, le titulaire sera tenu de :

- Proposer des études complémentaires ;
- Gérer les démarches administratives (autorisation, déclaration, Relevé, Police de l'eau...) ;
- Respecter le coût estimatif des travaux ;
- Elaborer un planning prévisionnel des travaux et le faire respecter ;
- Prendre connaissance des lieux, des installations et des particularités des accès au site ;
- Respecter les normes de sécurité pénitentiaire et autres normes en vigueur ;
- Respecter les réglementations en vigueur.

3.3 Contraintes de sûreté pénitentiaire, de sécurité sanitaire et de préservation du bon fonctionnement de l'établissement

Le titulaire intégrera dans son étude et notamment dans l'élaboration du phasage et dans l'estimatif financier de l'opération l'ensemble des contraintes liées à la sécurité de l'établissement.

De même, la nécessité de préserver le bon fonctionnement de l'établissement durant les travaux imposera un phasage technique soigneusement étudié et une attention particulière à la limitation des nuisances.

3.4 Programme

Le programme des travaux est détaillé à l'étude de faisabilité pour la solution de 1 600 EH – BA.

Sa capacité nominale serait de 1 600 équivalents-habitants pour une pollution raccordée correspondant à environ 700 habitants (600 détenus + personnel).

Le milieu récepteur des effluents traités est la Grosne, via un réseau de fossés.

Une mission DIAG préalable est attendue. Cette mission comportera les trois étapes suivantes :

Etape 1

Recueil des données – Analyses - Diagnostic des ouvrages existants – Réalisation d'un bilan de fonctionnement sur 24 h – Confirmation des bases de dimensionnement à prendre en compte.

Cette étape déterminante permettra de confirmer la capacité de traitement.

Etape 2

Etude technique comparative des différentes solutions (à minima réhabilitation et mise en conformité des installations, renforcement ou remplacement avec le système boues activées).

Etape 3

Finalisation de la solution technique retenue avec description des propositions d'aménagement, coûts d'investissement et coûts de fonctionnement.

La prestation comprendra également l'établissement du dossier de déclaration au titre de la loi sur l'eau.

4 MISSIONS, OBLIGATIONS

4.1 Les missions

Les missions confiées au Maître d'œuvre correspondent aux missions de base (APS-APD-PRO-VISA-ACT-DET-AOR), avec un DIAG préalable.

Pour assurer ces missions le maître d'œuvre s'appuiera sur :

- l'étude de faisabilité jointe en annexe,
- les plans.

En phase d'études, des réunions de travail devront être menées avec les interlocuteurs suivants :

Chef de Projet pour la Maîtrise d'ouvrage : Arminio PESCE

4.2 Les obligations

Le titulaire sera tenu de :

- Prendre en considération l'étude de faisabilité ;
- Inclure autant que nécessaire une prise de connaissance exhaustive des lieux, des installations techniques, des modalités d'accès et des contraintes pénitentiaire ;
- Prendre en considération les normes de sécurité Pénitentiaire et autres normes en vigueur ;
- Prendre en considération les réglementations applicables lors des études ;
- Prendre en considération les avis du contrôleur technique qui sera nommé au stade APS ;
- Procéder à la rédaction des dossiers de déclaration préalable de travaux et demande d'autorisation

Restent à charge de la maîtrise d'ouvrage les obligations suivantes :

- La prise en charge des missions SPS et de contrôle technique ;
- Les relevés topographiques ;
- Les études de sol.

5 LIVRABLES

5.1 APS

Les études d'avant-projet sommaire ont pour objet de :

- Formaliser graphiquement la solution préconisée sous forme de schéma de principe, plans, coupes et élévations à l'échelle de 1/200 (0,5 cm/m) avec certains détails significatifs au 1/100 (1 cm/m) ;
- Proposer une ou plusieurs solutions d'ensemble permettant d'atteindre les objectifs du programme ou étude de faisabilité ;
- Indiquer des durées prévisionnelles de réalisation ;
- Indiquer les méthodologies et phasages chantier qui permettront de garantir la continuité des flux entrant et sortant ;
- Établir une estimation provisoire du coût prévisionnel des travaux des différentes solutions étudiées.

Les livrables attendus :

- Notice descriptive sommaire décrivant les solutions techniques et modalités de phasage ;
- Indication d'un délai global de réalisation de l'opération ;
- Estimation provisoire du coût prévisionnel des travaux.

Les études d'APS sont présentées au maître d'ouvrage pour approbation.

5.2 APD

Les études d'avant-projet définitif, fondées sur la solution d'ensemble retenue à l'issue des études d'avant-projet sommaire approuvée par le maître de l'ouvrage ont pour objet de :

- Vérifier le respect des différentes réglementations ;
- Définir les matériaux et équipements et les dimensionnements ;
- Établir l'estimation définitive du coût prévisionnel des travaux, décomposés en lots séparés ;
- Donner une approche du calendrier global d'exécution des travaux.

Les livrables attendus :

- Formalisation graphique de l'APD proposé sous forme de schémas de principe détaillés, plans, coupes, à l'échelle de 1/100 ;
- Notice descriptive précisant les matériaux et équipements proposés ;
- Descriptif détaillé des solutions techniques retenues ;
- Estimation définitive du coût prévisionnel des travaux, décomposée en lots séparés.

Les études d'APD sont présentées au maître d'ouvrage pour approbation

5.3 Projet

Les études de projet sont fondées sur les études d'avant-projet approuvées par le maître d'ouvrage ainsi que sur les prescriptions de celui-ci.

Les études de projet ont pour objet de :

- Confirmer le coût prévisionnel des travaux établi en APD en le décomposant par corps d'état, sur la base d'un avant métré ;
- Permettre au maître d'ouvrage, au regard de cette évaluation, d'arrêter le coût prévisionnel de l'ouvrage et, par ailleurs, d'estimer les coûts de son exploitation ;
- Déterminer l'implantation et l'encombrement de tous les éléments de structure et de tous les équipements techniques.

Liste des livrables

Documents graphiques :

- Plan de principe d'installation et d'accès de chantier ;
- Planning.

Documents écrits :

- CCTP : description détaillée, lot par lot, des ouvrages et spécifications techniques définissant les exigences qualitatives, fonctionnelles, les caractéristiques des matériaux, les contraintes générales de mise en œuvre, les conditions d'essai et de réception, incluant les limites de prestations entre les différents lots ;
- Présentation du coût prévisionnel des travaux décomposés par corps d'état et de l'avant-métré sur la base duquel il a été établi ;
- Cadre de décomposition du prix Global et forfaitaire par lot ;
- Calendrier prévisionnel d'exécution des travaux, décomposés par lot ;
- Propositions de critères et sous critères d'évaluation des offres des entreprises ainsi que leur pondération et indice BT.

Documents à remettre au maître d'ouvrage :

Elaboration du DCE - Dossier de consultation des entreprises

Le DCE est élaboré en fonction des options prises par le maître d'ouvrage pour le mode de dévolution des marchés de travaux (entreprise générale, lots séparés, entreprises groupées). Il tient compte du niveau de conception choisi par le maître d'ouvrage pour lancer la consultation (APD, projet ou EXE).

Le maître d'œuvre propose au maître d'ouvrage des adaptations du CCAP (cahier des clauses administratives particulières), de l'acte d'engagement et du règlement de la consultation, fournis par le maître d'ouvrage, qui lui semblent nécessaires pour tenir compte des particularités de l'opération.

Le maître d'œuvre établit la liste des pièces écrites et graphiques nécessaires à la consultation des entreprises, qu'il a élaborées ou qui ont été fournies par le maître d'ouvrage, les collecte et les regroupe dans le CCTP (cahier des clauses techniques particulières) qui comprend ainsi :

- Les plans, pièces écrites et cadre de décomposition de prix global et forfaitaire (sans les quantités) établis par le maître d'œuvre ;
- Les éventuels autres documents produits soit par le maître d'ouvrage soit par les autres intervenants (notamment PGC, rapport initial du contrôleur technique, études de sondages des sols, diagnostics divers, prescriptions des concessionnaires, etc.) ;
- Proposer une grille de critères et système de pondération/notation, établie suivant les enjeux de l'ouvrage en matière de coût /technicité/délai pour renseigner le RC établi par le maître d'ouvrage.
- Indiquer les qualifications / certifications professionnelles attendues des candidats le cas échéant.

5.4 ACT

L'assistance apportée au maître d'ouvrage pour la passation du ou des contrats de travaux, sur la base des études qu'il a approuvées, a pour objet de :

- Préparer la consultation des entreprises de manière telle que celles-ci puissent présenter leurs offres en toute connaissance de cause, sur la base d'un dossier constitué des pièces administratives et techniques prévues au contrat ainsi que des pièces élaborées par la maîtrise d'œuvre correspondant à l'étape de la conception choisie par le maître d'ouvrage pour cette consultation. Le dossier est différent selon que la dévolution est prévue par marchés séparés ou à des entreprises groupées ou à l'entreprise générale ;
- Le cas échéant, réponses aux questions posées par les entreprises suivant les modalités définies avec le maître d'ouvrage ;
- Préparer, s'il y a lieu, la sélection des candidats et analyser les candidatures obtenues ;
- analyser les offres des entreprises, s'il y a lieu les variantes à ces offres ;
- procéder à la vérification de la conformité des réponses aux documents de la consultation ;
- analyser les méthodes ou solutions techniques en s'assurant qu'elles sont assorties de toutes les justifications et avis techniques, en vérifiant qu'elles ne comportent pas d'omissions, d'erreurs ou de contradictions normalement décelables par un homme de l'art et établir un rapport d'analyse comparative proposant les offres susceptibles d'être retenues, conformément aux critères de jugement des offres précisés dans le règlement de la consultation. La partie financière de l'analyse comporte une comparaison des offres entre elles et avec le coût prévisionnel des travaux ;
- Préparer les mises au point nécessaires pour permettre la passation du ou des contrats de travaux par le maître d'ouvrage.

Dans le cadre de l'ACT, le maître d'œuvre devra présenter, en commission, son analyse au maître d'ouvrage sur la base d'un rapport comparatif d'analyse technique et financière des offres et, s'il y a lieu, de leurs variantes.

Si la consultation est déclarée infructueuse, le maître d'œuvre devra proposer un dossier de consultation modifié avec, si nécessaire, une reprise des études de projet pour les adapter au coût prévisionnel validé par le maître d'ouvrage.

5.5 EXE Partielle

- Mission EXE totale réalisée avant DCE
- Mission EXE partielle réalisée après DCE

Maximum d'éléments EXE pour le DCE :

A. Plans d'exécution phase conception et spécifications à l'usage du chantier

- **VRD**

- Plans de VRD avec tracé sur plan masse de tous les réseaux avec diamètres, niveaux, fils d'eau, position et dimension de tous regards et raccordements aux réseaux extérieurs
- Profils en long et coupes en travers des voiries.
- Plans et notes de calcul.
- Plans de détail d'équipement intérieur des locaux techniques
- Plans de détail de chantier : supports, accrochages, petites réservations de traversées de maçonnerie, fourreaux
- Marques et types des appareils sélectionnés. Justification des performances
- Dossier des plans conformes à l'exécution
- Caractéristiques des matériels et appareillages.

Les plans d'exécution phase conception ne comprennent pas les plans d'atelier et de chantier décrits ci-dessous qui sont établis par les entreprises en phase réalisation et qui comprennent les éléments suivants :

- **Electricité courants forts et faibles**

- Carnets de câblage courants forts et faibles avec tenants et aboutissants. Détails de câblage de puissance et d'automatisme des tableaux ;
- Tracés des circuits terminaux, avec fourreaux, nature et section des conducteurs.

- **Tous corps d'état**

- Plans et notes de calcul résultant de variantes et méthodologies propres à l'entreprise ;
- Plans de détail d'équipement intérieur des locaux techniques ;
- Plans de détail de chantier : supports, accrochages, petites réservations de traversées de maçonnerie, fourreaux ;
- Marques et types des appareils sélectionnés. Justification des performances ;
- Dossier des plans conformes à l'exécution ;
- Caractéristiques des matériels et appareillages.

B. DPGF quantitatif détaillé.

- Etablir sur la base des plans d'exécution phase conception un DPGF détaillé par lot ou corps d'état

C. Calendrier prévisionnel

- Etablir le calendrier prévisionnel d'exécution des travaux par lots ou corps d'état.

D. Etudes de synthèse

- **Organisation**

- L'organisation des moyens et des méthodes ;
- La mise en place d'une direction de synthèse techniquement compétente ;
- La mise en place de l'équipe de synthèse ;
- La mise en place d'un système informatique ;
- La spécification de la charte graphique et du règlement de la cellule de synthèse.

- **Animation**

- La préparation et la direction des réunions de synthèse ;
- La liste prévisionnelle des points à étudier et des plans nécessaires ;
- Le planning des réunions ;

- La rédaction et la diffusion des comptes rendus.

- **Réalisation**

- Le regroupement des plans de réservation et d'exécution nécessaires ;
- La réalisation des plans de synthèse et coupes et détails nécessaires ;
- L'analyse des résultats pour les réseaux, les réservations, les terminaux ;
- L'information du coordonnateur SPS ;
- Le recueil des modifications et corrections avec annotation des plans concernés ;
- La mise à jour des plans de synthèse et leur diffusion pour correction des plans d'exécution des ouvrages (PEO) ;
- Le cas échéant la compilation des dossiers des ouvrages exécutés (DOE) de synthèse.

- **Mission partielle après DCE**

- Effectuer la mise en cohérence technique des documents EXE fournis par les entreprises titulaires.
- Etablir les plans de synthèse correspondants, sans nécessiter d'études complémentaires.
- L'actualisation du calendrier prévisionnel d'exécution des travaux par lot ou corps d'état.

5.6 VISA Partielle

- L'examen de la conformité au projet des études d'exécution par le ou les entrepreneurs. Le cas échéant, la participation aux travaux de la cellule de synthèse.
 - La cohérence spatiale des éléments d'ouvrage de tous les corps d'état, dans le respect des dispositions architecturales, techniques, d'exploitation et de maintenance du projet et se traduisant par la réalisation des plans de synthèse qui représentent, au niveau du détail d'exécution, sur un même support, l'implantation des éléments d'ouvrage, des équipements et des installations.
 - Lorsque le contrat précise que les documents pour l'exécution des ouvrages sont établis, partie par la maîtrise d'œuvre, partie par les entreprises titulaires de certains lots, le présent élément de mission comporte la mise en cohérence par la maîtrise d'œuvre des documents fournis par les entreprises.
-
- Examen des plans d'exécution décrits ci-dessous qui sont établis par les entreprises en phase réalisation et qui comprennent les éléments suivants :
 - **VRD**
 - Plans de VRD avec tracé sur plan masse de tous les réseaux avec diamètres, niveaux, fils d'eau, position et dimension de tous regards et raccordements aux réseaux extérieurs
 - Profils en long et coupes en travers des voiries.
 - Plans et notes de calcul.
 - Plans de détail d'équipement intérieur des locaux techniques
 - Plans de détail de chantier : supports, accrochages, petites réservations de traversées de maçonnerie, fourreaux
 - Marques et types des appareils sélectionnés. Justification des performances
 - Dossier des plans conformes à l'exécution
 - Caractéristiques des matériels et appareillages.
 - **Electricité courants forts et faibles**
 - Carnets de câblage courants forts et faibles avec tenants et aboutissants. Détails de câblage de puissance et d'automatisme des tableaux ;
 - Tracés des circuits terminaux, avec fourreaux, nature et section des conducteurs.

- **Tous corps d'état**
- Plans et notes de calcul résultant de variantes et méthodologies propres à l'entreprise ;
- Plans de détail d'équipement intérieur des locaux techniques ;
- Plans de détail de chantier : supports, accrochages, petites réservations de traversées de maçonnerie, fourreaux ;
- Marques et types des appareils sélectionnés. Justification des performances ;
- Dossier des plans conformes à l'exécution ;
- Caractéristiques des matériels et appareillages.

Etudes de synthèse

- **Organisation**
- L'organisation des moyens et des méthodes ;
- La mise en place d'une direction de synthèse techniquement compétente ;
- La mise en place de l'équipe de synthèse ;
- La mise en place d'un système informatique ;
- La spécification de la charte graphique et du règlement de la cellule de synthèse.
- **Animation**
- La préparation et la direction des réunions de synthèse ;
- La liste prévisionnelle des points à étudier et des plans nécessaires ;
- Le planning des réunions ;
- La rédaction et la diffusion des comptes rendus.
- **Réalisation**
- Le regroupement des plans de réservation et d'exécution nécessaires ;
- La réalisation des plans de synthèse et coupes et détails nécessaires ;
- L'analyse des résultats pour les réseaux, les réservations, les terminaux ;
- L'information du coordonnateur SPS ;
- Le recueil des modifications et corrections avec annotation des plans concernés ;
- La mise à jour des plans de synthèse et leur diffusion pour correction des plans d'exécution des ouvrages (PEO) ;
- Le cas échéant la compilation des dossiers des ouvrages exécutés (DOE) de synthèse.

5.7 DET

La direction de l'exécution du ou des contrats de travaux a pour objet de :

- S'assurer que les documents d'exécution ainsi que les ouvrages en cours de réalisation respectent les études effectuées ;
- S'assurer que les documents à produire par le ou les entrepreneurs, en application du ou des contrats de travaux, sont conformes aux dits contrats et ne comportent ni erreur, ni omission, ni contradiction normalement décelable par un homme de l'art ;
- S'assurer que l'exécution des travaux est conforme aux prescriptions du ou des contrats de travaux, y compris le cas échéant, en ce qui concerne l'application effective d'un schéma directeur de la qualité, s'il en a été établi un ;
- Etablir tout procès-verbal nécessaire à l'exécution du ou des contrats de travaux ainsi que procéder aux constats contradictoires, organiser et diriger les réunions de chantier ;
- Informer systématiquement le maître d'ouvrage sur l'état d'avancement et de prévision des travaux et dépenses, avec indication des évolutions notables ;

- Vérifier les projets de décomptes mensuels ou les demandes d'avances présentés par le ou les entrepreneurs ; établir les états d'acomptes ; vérifier le projet de décompte final établi par l'entrepreneur et établir le décompte général
- Donner un avis au maître d'ouvrage sur les réserves éventuellement formulées par l'entrepreneur en cours d'exécution des travaux et sur le décompte général, assister le maître d'ouvrage en cas de litige sur l'exécution ou le règlement des travaux, ainsi qu'instruire les mémoires en réclamation de ou des entreprises.
- **Direction des travaux**
 - Organisation et direction des réunions de chantier ;
 - Etablissement et diffusion des comptes-rendus ;
 - Etat d'avancement général des travaux à partir du planning général ;
 - Information du maître d'ouvrage : avancement, dépenses et évolutions notables.
- **Contrôle de la conformité de la réalisation**
 - Examen des documents complémentaires à produire par les entreprises, en application de leurs contrats ;
 - Conformité des ouvrages aux prescriptions des contrats ;
 - Etablissement de comptes-rendus d'observation ;
 - Synthèse des choix des matériaux, échantillons ou coloris à valider par le maître d'ouvrage.
- **Gestion financière**
 - Vérification des décomptes mensuels et finaux. Etablissement des états d'acompte ;
 - Examen des devis de travaux complémentaires ;
 - Examen des mémoires en réclamation (examen technique, matériel et économique) présentés au plus tard à la présentation du projet de décompte final ;
 - Etablissement du décompte général ;

5.8 AOR

L'assistance apportée au maître d'ouvrage lors des opérations de réception ainsi que pendant la période de garantie de parfait achèvement a pour objet :

- D'organiser les opérations préalables à la réception des travaux ;
- D'assurer le suivi des réserves formulées lors de la réception des travaux jusqu'à leur levée ;
- De procéder à l'examen des désordres signalés par le maître d'ouvrage ;
- De constituer le dossier des ouvrages exécutés nécessaires à l'exploitation de l'ouvrage à partir des plans conformes à l'exécution remis par l'entrepreneur, des plans de récolement ainsi que des notices de fonctionnement et des prescriptions de maintenance des fournisseurs d'éléments d'équipement mise en œuvre.

Prestations confiées et documents à remettre au maître d'ouvrage

- **Au cours des opérations préalables à la réception, le maître d'œuvre :**
 - Valide par sondage les performances des installations
 - Organise les réunions de contrôle de conformité
 - Etablit par corps d'état ou par lot la liste des réserves
 - Propose au maître d'ouvrage la réception.
- **Etat des réserves et suivi**

Le maître d'œuvre s'assure de la levée des réserves par les entreprises dans les délais définis.

- **Dossier des ouvrages exécutés (DOE)**

Le maître d'œuvre constitue le dossier des ouvrages exécutés nécessaires à l'exploitation de l'ouvrage à partir du dossier de conception générale du maître d'œuvre, des plans conformes à l'exécution remis par l'entrepreneur ainsi que des prescriptions de maintenance des fournisseurs d'éléments d'équipement mis en œuvre.

- **Au cours de l'année de garantie de parfait achèvement,**

Le maître d'œuvre examine les désordres apparus après la réception et signalés par le maître d'ouvrage.

6 DELAIS

Délai contractuel maximal pour DIAG : 6 semaines

Délai de validation maîtrise d'ouvrage : 3 semaines

Délai contractuel maximal pour APS : 4 semaines

Délai de validation maîtrise d'ouvrage : 2 semaines

Délai contractuel maximal pour APD : 4 semaines

Délai de validation maîtrise d'ouvrage : 2 semaines

Délai contractuel maximal pour EXE avant DCE : 4 semaines

Délai de validation maîtrise d'ouvrage : 2 semaines

Délai contractuel pour PRO/DCE : 3 semaines

Délai pour consultation en marché public et phase ACT : 12 semaines

Délai estimé pour exécution des travaux : 6 mois